

N. 90 — 146*

**17 JANUARI 1990. — Ministerieel besluit
betreffende de uitgifte van de lening genaamd
« Lineaire obligaties 8,25 % — 1 juni 1999 »**

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 17 januari 1990 betreffende de uitgifte van de lening genaamd « Lineaire obligaties 8,25 % — 1 juni 1999 », inzonderheid de artikels 3, 4, 7 en 8,

Besluit :

Artikel 1. De aanbesteding van de negende tranche (eerste tranche 1990) van de lening genaamd « Lineaire obligaties 8,25 % — 1 juni 1999 », is vastgesteld op 25 januari 1990.

Art. 2. De aanbieding van offertes buiten mededinging is toegelaten.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 17 januari 1990.

Ph. MAYSTADT

F. 90 — 146

**17 JANVIER 1990. — Arrêté ministériel
relatif à l'émission de l'emprunt dénommé
« Obligations linéaires 8,25 % — 1er juin 1999 ».**

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 17 janvier 1990 relatif à l'émission de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8,25 % — 1er juin 1999 », notamment les articles 3, 4, 7 et 8,

Arrête :

Article 1er. L'adjudication de la neuvième tranche (1re tranche 1990) de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8,25 % — 1er juin 1999 », est fixée au 25 janvier 1990.

Art. 2. La présentation d'offres non compétitives est autorisée.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 janvier 1990.

Ph. MAYSTADT

N. 90 — 147

**8 JANUARI 1990. — Ministerieel besluit
houdende goedkeuring van het bijzonder reglement
van het openbaar entrepot te Brussel**

De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 20 februari 1978 (1) betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 januari 1979 (2) betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag, inzonderheid op artikel 27 en op artikel 28, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 april 1984 (3);

Gelet op het ministerieel besluit van 5 februari 1979 (2) betreffende de douane-entrepots, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op de beslissing van de Bestuurscommissie van het openbaar entrepot te Brussel van 8 november 1989 en op de goedkeuring door de Raad van beheer van de naamloze vennootschap Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel van 29 november 1989,

Besluit :

Artikel 1. Goedgekeurd wordt het in bijlage bij dit besluit opgenomen bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Brussel.

Art. 2. Het ministerieel besluit van 2 december 1976 (4) houdende goedkeuring van het bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Brussel, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 30 oktober 1980 (5) en 11 oktober 1985 (6), wordt opgeheven.

Brussel, 8 januari 1990.

Ph. MAYSTADT

F. 90 — 147

**8 JANVIER 1990
Arrêté ministériel approuvant le règlement spécial
de l'entrepôt public de Bruxelles**

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 20 février 1978 (1) relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire;

Vu l'arrêté royal du 29 janvier 1979 (2) relatif aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire, notamment l'article 27 et l'article 28, modifié par l'arrêté royal du 24 avril 1984 (3);

Vu l'arrêté ministériel du 5 février 1979 (2) relatif aux entrepôts douaniers, notamment l'article 7;

Vu la délibération de la Commission administrative de l'entrepôt public de Bruxelles en date du 8 novembre 1989, et l'approbation par le conseil d'administration de la société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles en date du 29 novembre 1989,

Arrête :

Article 1^{er}. Est approuvé le règlement spécial de l'entrepôt public de Bruxelles figurant à l'annexe du présent arrêté.

Art. 2. L'arrêté ministériel du 2 décembre 1976 (4) approuvant le règlement spécial de l'entrepôt public de Bruxelles, modifié par les arrêtés ministériels des 30 octobre 1980 (5) et 11 octobre 1985 (6) est abrogé.

Bruxelles, le 8 janvier 1990.

Ph. MAYSTADT

(1) *Belgisch Staatsblad* van 22 maart 1978.
(2) *Belgisch Staatsblad* van 7 maart 1979.
(3) *Belgisch Staatsblad* van 18 mei 1984.
(4) *Belgisch Staatsblad* van 4 december 1976.
(5) *Belgisch Staatsblad* van 20 november 1980.
(6) *Belgisch Staatsblad* van 1 november 1985.

(1) *Moniteur belge* du 22 mars 1978.
(2) *Moniteur belge* du 7 mars 1979.
(3) *Moniteur belge* du 18 mai 1984.
(4) *Moniteur belge* du 4 décembre 1976.
(5) *Moniteur belge* du 20 novembre 1980.
(6) *Moniteur belge* du 1^{er} novembre 1985.

Annexe à l'arrêté ministériel du 8 janvier 1990

Au cours de sa séance du 8 novembre 1989, la commission administrative de l'entrepôt public de Bruxelles a pris la délibération suivante :

- « 1. Le règlement spécial de l'entrepôt public de Bruxelles est fixé comme suit :
Règlement spécial de l'entrepôt public de Bruxelles

I. Généralités

Article 1^{er}. Pour l'application du présent règlement on entend par :

- 1^o Loi générale : la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977.
- 2^o Loi : la loi du 20 février 1978 relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire.
- 3^o Arrêté royal : l'arrêté royal du 29 janvier 1979 relatif aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire.
- 4^o Arrêté ministériel : l'arrêté ministériel du 5 février 1979 relatif aux entrepôts douaniers.
- 5^o Société : la S.A. du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles.
- 6^o Directeur régional : le directeur de la direction régionale des douanes et accises à Bruxelles.
- 7^o Contrôleur en chef : le contrôleur en chef auquel, conformément à l'organisation interne des services douaniers de Bruxelles, ressortissent l'entrepôt public ou les succursales distinctes.
- 8^o Bureau :
 - le bureau des douanes de Bruxelles 1 D, rue Picard 1-3, à 1210 Bruxelles, pour les dispositions du règlement se rapportant à l'entrepôt public ou aux succursales qui, conformément aux actes d'agrément, ressortissent à ce bureau;
 - le bureau des douanes de Bruxelles 2 D, rue de l'Entrepôt 11, 1020 Bruxelles, pour les dispositions du règlement se rapportant aux succursales qui conformément aux actes d'agrément, ressortissent à ce bureau.
- 9^o Receveur : l'inspecteur gestionnaire du bureau de Bruxelles 1 D ou le receveur du bureau de Bruxelles 2 D.
- 10^o Magasinier : l'agent qui, en exécution de l'article 18 de l'arrêté royal, est chargé de la surveillance du déchargement, du placement et de la manipulation des marchandises etc...
- 11^o Entrepôt public : sous réserve d'autres dispositions spécifiques du présent règlement, tous les locaux et emplacements des bâtiments et dépendances mentionnés à l'article 2, § 2, nonobstant le régime douanier sous lequel les marchandises peuvent y être entreposées.
- 12^o Succursales : les locaux fournis par la S.A. du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles qui, conformément aux dispositions de l'article 10, § 2 de la loi visée sub 2^o, ont été agréés par le directeur régional comme succursale de l'entrepôt public.

Art. 2. § 1. Le présent règlement de l'entrepôt public, rédigé conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel, notamment de l'article 7, §§ 1 et 2, est applicable à l'entrepôt public défini plus précisément au § 2 ci-après.

Il est également applicable, *mutatis mutandis*, aux succursales, sous réserve d'autres dispositions reprises dans les actes d'agrément se rapportant à ces succursales.

§ 2. L'entrepôt public se compose des caves, des magasins et des autres locaux, de quais de chargement et de déchargement ainsi que des cours et autres dépendances attenantes qui, conformément à l'article 29 de la loi, sont fournies par la Société et agréées par le directeur régional, à savoir :

- a) le complexe de l'entrepôt situé rue Picard 1-3, à 1210 Bruxelles et comprenant le bâtiment A et le magasin V;
 - b) le magasin spécial sis à la gare des marchandises de Tour et Taxis, rue Picard 11, 1210 Bruxelles.
- § 3. Des succursales sont établies dans les bâtiments suivants de la société :
- a) bâtiments C, D et E du complexe TIR;
 - b) bâtiments G, H et I du quai Vergote;
 - c) bâtiment J de l'avant-port.

Des succursales peuvent également être agréées dans d'autres bâtiments que ceux cités ci-dessus.

§ 4. Les compétences des bureaux de Bruxelles 1 D et Bruxelles 2 D relatives aux activités douanières dans l'entrepôt public et dans les succursales sont réglées par l'arrêté ministériel du 20 mars 1978 relatif aux attributions des bureaux des douanes, compte tenu des modifications apportées lors d'arrêtés ultérieurs.

II. Heures d'ouverture

Art. 3. Les jours et heures d'ouverture de l'entrepôt public correspondent aux jours et heures d'ouverture du bureau de Bruxelles 1 D, comme mentionnés dans la colonne 2 de l'arrêté ministériel du 13 septembre 1982 relatif aux jours et heures d'ouverture des bureaux et des succursales des douanes ou des accises.

III. Mesures de police et d'ordre intérieur

Art. 4. § 1^{er}. La garde de l'entrepôt public est exercée par la douane conformément aux articles 4 et 19 de la loi et à l'article 6 de l'arrêté ministériel.

§ 2. La garde et la surveillance de marchandises ou d'un quelconque dépôt, qui sont exercées par l'administration des douanes et accises dans l'entrepôt public en dehors des magasins dont elle assure la fermeture, ont lieu exclusivement dans l'intérêt de la perception des droits sans que cette administration ne puisse de ce chef être tenue pour responsable des vols, enlèvements frauduleux ou dommages.

Art. 5. § 1^{er}. Il n'est permis de pénétrer dans l'entrepôt public ou d'en sortir que par les issues désignées à cet effet.

Hors des jours et heures fixés à l'article 3, nul ne peut avoir accès à l'entrepôt public ou y séjourner sans autorisation écrite du contrôleur en chef.

§ 2. L'accès de l'entrepôt public peut être refusé par la douane à toute personne qui n'y est pas appelée ou dont la présence n'y est pas exigée.

En outre, le directeur régional peut interdire l'accès aux personnes condamnées dans des affaires pénales ayant trait à l'entrepôt public ou à la législation douanière.

Art. 6. L'usage des quais de chargement et de déchargement attenants à l'entrepôt public, est réservé exclusivement aux marchandises qui doivent encore être soumises à des formalités auprès de la douane locale. Les marchandises ne peuvent toutefois y séjourner que le temps strictement nécessaire pour l'accomplissement de ces formalités. Elles doivent ensuite être enlevées aussi rapidement que possible ainsi que les déchets de marchandises manipulées, les emballages, le rembourrage, les supports, etc..

En aucun cas, la douane ne peut être tenue pour responsable des marchandises qui se trouvent sur les quais de chargement ou de déchargement.

Art. 7. Les agents de la douane peuvent ordonner, suivant les directives du contrôleur en chef, toutes les mesures qu'ils estiment nécessaires en matière de déchargement, de chargement, de déplacement ou d'évacuation des marchandises du quai de chargement ou de déchargement de l'entrepôt public.

Art. 8. § 1. Les ouvriers appelés par la société ou par le commerce à travailler d'une manière permanente dans l'entrepôt public, doivent au préalable, conformément à l'article 15 de la loi générale, être agréés par le directeur régional. Cet agrément peut être refusé ou subordonné à la production d'un certificat de bonne vie et mœurs.

Le directeur régional peut retirer l'agrément à tout moment.

§ 2. L'employeur ou son représentant doit remettre au contrôleur en chef une déclaration par laquelle il se reconnaît responsable des actes et délits que ses ouvriers pourraient commettre dans l'entrepôt public. Par ailleurs, il doit remettre chaque jour au contrôleur en chef une liste signée par lui indiquant le nom et le domicile des ouvriers. L'employeur qui emploie habituellement les mêmes personnes peut ajouter à sa déclaration qu'elle est valable jusqu'à révocation.

§ 3. Le contrôleur en chef peut prescrire que durant leur séjour dans l'entrepôt public, les ouvriers portent ostensiblement un insigne identifiant leur employeur.

Art. 9. Dix minutes avant l'heure de fermeture, un signal sonore avertit de la fermeture des magasins. Tout le monde doit alors quitter l'entrepôt public.

Art. 10. Si la douane l'estime nécessaire, elle peut procéder à une visite corporelle des personnes occupées dans l'entrepôt public, aux entrées et aux sorties ou dans l'entrepôt durant les heures de travail.

Art. 11. Il est interdit de fumer ou de faire du feu dans l'entrepôt public.

Art. 12. Toute modification à l'équipement électrique, de chauffage ou d'adduction d'eau nécessite une autorisation préalable et écrite de la société.

L'utilisation d'appareils électriques ou autres dans les locaux est soumise à une autorisation similaire; les appareils de chauffage à flamme apparente sont interdits.

Art. 13. § 1. Dans l'enceinte des bâtiments visés à l'article 2, §§ 2, lettre A, et 3, la vitesse de tous les véhicules à moteur est limitée à 10 km/h.

§ 2. Tous piéton, cycliste, cyclomotoriste ou conducteur d'un véhicule est tenu d'y observer les mêmes règles que celles qui sont prescrites pour les voies publiques par les arrêtés royaux portant règlement général sur la police de la circulation routière et par les arrêtés royaux relatifs à la signalisation des passages et traverses à niveau de la voie publique par des voies ferrées et à la circulation sur les voies ferrées et leurs dépendances.

§ 3. Il est interdit d'y vider ou d'y remplir les réservoirs à essence ou les carters à huile des véhicules à moteur.

§ 4. Les véhicules à moteur ne peuvent y séjourner au-delà du temps nécessaire :

a) aux opérations de chargement ou de déchargement, s'il s'agit de véhicules servant au transport de marchandises;

b) à l'accomplissement des formalités auprès des services locaux, pour les autres véhicules.

Le contrôleur en chef peut en accord avec la société, désigner l'endroit où les véhicules précités doivent être parqués.

§ 5. La douane peut permettre, dans les limites convenues avec la société, que les véhicules à moteur y soient parqués pour d'autres motifs que ceux énoncés au § 4.

§ 6. Les véhicules transportant des marchandises destinées à l'exportation doivent, aux fins de vérification, être présentés aux endroits désignés par la douane.

Art. 14. § 1^{er}. Les appareils automobiles de manutention, de levage, de chargement ou de déchargement, quel que soit leur mode de propulsion, ne peuvent être introduits dans l'entrepôt public en vue d'y être utilisés, que moyennant l'observation des conditions ci-après :

1^o il doit être produit au contrôleur en chef une attestation par laquelle la société :

a) consent à ce que les appareils spécifiés dans l'attestation (espèce, marque, numéro de fabrication, etc.) soient utilisés dans l'entrepôt public;

b) dégage l'Etat belge, tant envers des tiers qu'envers la société elle-même, de toute responsabilité du chef de la présence ou de l'utilisation de ces appareils dans l'entrepôt public;

2^o l'attestation doit être renouvelée chaque année;

3^o le contrôleur en chef et la société décident de commun accord si les appareils peuvent rester dans l'entrepôt public en dehors des heures d'ouverture et, dans l'affirmative, indiquent l'endroit où ils doivent être remisés.

§ 2. La société détermine d'autorité les conditions auxquelles elle subordonne l'introduction de ces appareils dans l'entrepôt public.

Art. 15. L'autorisation du contrôleur en chef est nécessaire pour introduire des futailles ou autres emballages vides dans l'entrepôt public, pour procéder aux réparations, au renouvellement des colis ou à tout autre opération de cette nature.

Cette autorisation n'est donnée que sur demande écrite, à moins qu'il ne s'agisse de réparations apportées aux futailles déposées dans les caves.

Art. 16. Nul ne peut introduire de l'eau dans l'entrepôt public.

IV. Droits de magasin

Art. 17. Les droits de magasin sont perçus conformément aux dispositions des articles 27 à 38 de l'arrêté royal et des articles 18 à 23 du présent règlement.

Art. 18. Le tarif des droits de magasin est fixé comme suit :

1° Marchandises en provenance de pays tiers à la CEE arrivant à destination du *magasin spécial* appartenant à l'entrepôt public ou à une succursale (1) :

a)	lorsqu'il y a déchargement total ou partiel dans les locaux	petits envois pouvant bénéficier en tant que tels de la franchise des droits et de la T.V.A. exemption autres envois : par 100 kg poids brut 8 F minimum par colis 8 F	} pour le temps pendant lequel le dépôt dans le <i>magasin spécial</i> est autorisé
b)	lorsqu'il y a déchargement total ou partiel sur le quai ou dans la cour	par 100 kg poids brut 5 F	
c)	lorsque, avec l'autorisation de la douane, il n'y a pas de déchargement ...	par 1 000 kg poids brut 18 F, sans que le droit puisse dépasser 180 F par wagon, camion ou remorque minimum par wagon, camion ou remorque 81 F	

2° Marchandises en provenance de la libre pratique des Etats membres de la CEE arrivant à destination du *magasin spécial* de l'entrepôt public ou à une succursale (1) :

- le séjour des marchandises ne dépasse pas trois jours ouvrables (samedi, dimanche et jours fériés non compris) : exemption;
- le séjour des marchandises dépasse trois jours ouvrables :

a)	lorsqu'il y a déchargement total ou partiel dans les locaux	petits envois pouvant bénéficier en tant que tels de la franchise des droits et de la T.V.A. exemption autres envois : par 100 kg poids brut 8 F minimum par colis 8 F	} pour le temps pendant lequel le dépôt dans le <i>magasin spécial</i> est autorisé
b)	lorsqu'il y a déchargement total ou partiel sur le quai ou dans la cour	par 100 kg poids brut 5 F	
c)	lorsque, avec l'autorisation de la douane, il n'y a pas de déchargement ...	par 1 000 kg poids brut 18 F, sans que le droit puisse dépasser 180 F par wagon, camion ou remorque minimum par wagon, camion ou remorque 81 F	

3° Marchandises déposées sous le régime de l'entrepôt public :

a) lorsque le dépôt a lieu dans un local réservé de l'entrepôt public ou d'une succursale (1) :

1. dans le bâtiment A ou dans le bâtiment J

— caves : par m ² et par mois	20 F
— rez-de-chaussée : par m ² et par mois	42 F
— étages : par m ² et par mois	38 F

(1) Sauf disposition contraire reprise dans l'acte d'agrément de la succursale.

2. dans le bâtiment C	
— rez-de-chaussée et deuxième étage : par m ² et par mois	44 F
— autres étages : par m ² et par mois	43 F
3. dans les bâtiments D, E, G, H et I	
— rez-de-chaussée : par m ² et par mois	44 F
— étages : par m ² et par mois	43 F
4. ailleurs : par m ² et par mois	42 F

Ces droits de magasin pour les locaux réservés seront adaptés annuellement le 1^{er} janvier sur base des fluctuations du chiffre de l'indice des prix à la consommation, sans pouvoir excéder le maximum de 50 F par m² et par mois. Cette adaptation aura lieu conformément à la formule $\frac{X \times Y}{Z}$, dont X est égal au tarif de base susvisé, Y est égal au chiffre de l'indice des prix à la consommation du mois de décembre qui précède l'adaptation et Z est égal au chiffre de l'indice des prix à la consommation du mois d'octobre 1985.

b) lorsque le dépôt a lieu ailleurs que dans un local réservé :

Désignation des marchandises	Unité	Taux du droit par mois
Sucres bruts, cristallisés ou raffinés	100 kg poids brut	2,40 F
Vins, alcools, eaux-de-vie et liqueurs, en récipients contenant plus de 2 litres	100 kg poids brut	11,55 F
Tabac non fabriqué	100 kg poids brut	11,55 F
Tracteurs de toute espèce, automobiles pour le transport de personnes ou de marchandises, châssis d'automobiles, importés à l'état non emballé	pièce	644 F
Marchandises (autres que les tracteurs, les automobiles pour le transport de personnes ou de marchandises, les châssis d'automobiles, importés à l'état non emballé) qui, en raison de leur volume ou de leur poids élevé, sont déposées en plein air	100 kg poids brut	13,50 F
Toutes autres marchandises emmagasinées :		
— dans le bâtiment A ou dans une succursale du bâtiment J	100 kg poids brut	19 F
— dans une succursale des bâtiments C, D, E, G, H ou I	100 kg poids brut	22 F
— ailleurs	100 kg poids brut	19 F

Art. 19. Le droit de magasin fixé à l'article 18, 1^o, lettres a et b et 2^o, lettres a et b du présent règlement, pour des marchandises déposées dans le magasin spécial de l'entrepôt, est également exigible lorsque ces marchandises, sur base de l'article 94 de la loi générale, doivent être transférées vers un magasin visé au chapitre XII de la loi générale parce qu'elles n'ont pas été déclarées pour une destination autorisée dans le délai légal. A compter de la date où ces marchandises tombent sous l'application des dispositions du chapitre XII de la loi générale, elles sont soumises au droit de magasin fixé à l'article 18, 3^o, lettre b du présent règlement.

Art. 20. § 1. Le droit de magasin fixé à l'article 18, 1^o et 2^o, est également applicable :

1^o aux marchandises déclarées sur l'entrepôt public pour lesquelles le contrôleur en chef accorde la dispense d'emmagasinage lors de leur arrivée;

2^o aux marchandises importées présentées à l'entrepôt public en vue de leur renonciation au transit.

§ 2. Pour les marchandises arrivant à destination du magasin spécial établi dans la gare de marchandises Tour et Taxis, rue Picard 11, à 1210 Bruxelles, la société peut renoncer à la perception de droits de magasin.

Art. 21. Les modalités de la perception du droit de magasin fixé à l'article 18, 1^o et 2^o sont déterminées de commun accord entre l'administration des douanes et accises et la société. Elles sont portées à la connaissance du public par un avis affiché aux bureaux des douanes de Bruxelles 1 D et 2 D.

Art. 22. Le droit de magasin minimum par colis, prévu à l'article 18, 1^o lettre a et 2^o, lettre a du présent règlement, ne s'applique pas aux marchandises suivantes :

1^o les articles en verre, faïence, porcelaine, etc., simplement entourés de paille, de papier ou d'un emballage similaire;

2^o les récipients non emballés d'une capacité de 2,5 litres et moins contenant des vins, boissons distillées, bières ou autres liquides;

3^o toutes les marchandises pondéreuses sans emballage telles que les briques, dalles, plaques, barres ou tuyaux en métal, etc...

Art. 23. Toutes les marchandises conditionnées en conteneur ou groupées dans un colis sont comptées pour une unité. S'il est procédé sur place au dégroupage ou au déchargement des conteneurs, le droit de magasin minimum est applicable pour chaque colis isolément.

V. Marchandises dont l'entrée en entrepôt public est interdite

Art. 24. § 1. Ne sont pas admis en entrepôt public :

1^o les animaux vivants;

2^o les poudres à tirer et les explosifs;

3^o les marchandises prohibées tant à l'importation qu'au transit;

4^o les marchandises dont la présence en entrepôt est susceptible d'altérer les autres marchandises;

5° les matières inflammables, radioactives, oxydantes, comburantes, caustiques, corrosives et toxique, ainsi que les produits qui sont fabriqués à partir de ces matières ou qui en contiennent.

§ 2. La société établit une liste non limitative des produits les plus fréquents dont il est question au § 1, 5° précité. Cette liste ainsi que les modifications qui y sont apportées sont communiquées par la société au directeur régional qui en donne connaissance aux services intéressés.

Cette liste est affichée aux bureaux des douanes de Bruxelles 1 D et 2 D.

Art. 25. Les marchandises arrivant à destination du magasin spécial et qui conformément à l'article 24 ne peuvent y être entreposées, sont déchargées sur un emplacement ou dans un magasin désigné à cette fin par la société, en accord avec la douane.

VI. Placement et arrimage des marchandises dans les magasins, vérification et enlèvement des marchandises

Art. 26. § 1^{er}. A moins que le contrôleur en chef n'ait accordé la dispense d'entreposage, les véhicules contenant des marchandises destinées à l'entrepôt public doivent être déchargés avec la plus grande célérité.

§ 2. Afin de ne pas abîmer ni les marchandises ni les bâtiments ou le matériel utilisé de la société, le déchargement et l'arrimage des colis tant dans les magasins que lors de leur enlèvement ultérieur doivent s'effectuer avec prudence et soin.

Le cas échéant, les dégâts occasionnés doivent être constatés par la douane. Ils doivent faire l'objet d'un dédommagement à charge de la personne qui en est responsable.

Art. 27. § 1^{er}. Les marchandises doivent être placées et arrimées dans les magasins selon les indications de la douane.

§ 2. Les charges en kgs par mètre carré ne peuvent dépasser les maxima suivants :

	Bâtiments							
	A	C	D	E	G	H	I	J
caves	2.000	—	—	—	—	—	—	—
rez-de-chaussée	1.000	6.000	6.000	6.000	5.000	6.000	5.000	2.000
1 ^{er} étage	—	2.000	1.500	1.500	—	2.000	—	1.500
2 ^e étage	—	2.000	1.500	1.500	—	—	—	1.000
3 ^e étage	—	1.500	1.500	1.500	—	—	—	—
4 ^e étage	—	—	400	400	—	—	—	—

Art. 28. § 1^{er}. Conformément aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté royal l'entrepositaire doit faire placer sur chaque partie distincte de marchandises entreposées sous le régime de l'entrepôt public, une étiquette conforme au modèle prescrit par le Ministre des Finances.

§ 2. Les étiquettes ne sont pas modifiées tant que les marchandises restent entreposées dans le même magasin et sous le nom du même entrepositaire.

Lorsqu'une partie des marchandises est transférée sur un autre compte d'entrepôt, les étiquettes sont alors remplacées par le nouvel entrepositaire.

Lors de l'enlèvement des marchandises de l'entrepôt, les étiquettes sont retirées par la douane.

§ 3. La douane peut prescrire que des étiquettes dont elle fixe le modèle et la teneur doivent également être apposées sur des parties de marchandises placées dans le magasin spécial sous le régime du dépôt provisoire.

Art. 29. Les changements de place ou d'arrimage des marchandises dans les magasins ou le transfert de celles-ci dans un autre local, éventuellement dans le même ou dans un autre bâtiment, exigés par la douane dans l'intérêt du service ou pour tout autre motif fondé, sont effectués d'office s'il y a lieu et, dans tout les cas, après que l'entrepositaire ait été invité par le contrôleur en chef à être présent à ces opérations.

Dans tous les autres cas, il est interdit de changer de quelque manière que ce soit la place ou l'arrimage des marchandises sans l'autorisation préalable du contrôleur en chef. Cette autorisation est subordonnée à la production d'une demande écrite lorsque l'opération est de nature à modifier la base du droit de magasin.

Le déplacement de marchandises se fait aux frais de la partie requérante.

Art. 30. § 1^{er}. Toutes les marchandises, sans distinction de nature, déclarées sur un même document pour la sortie de l'entrepôt public, doivent être réunies en vue d'être vérifiées à un endroit désigné par la douane. Le contrôleur en chef peut donner l'autorisation de procéder à la vérification dans le magasin où les marchandises sont déposées; dans ce cas, les colis doivent être dégerbés de manière à en faciliter la vérification.

§ 2. Les colis contenant des marchandises dont la vérification est interrompue ou suspendue pour une cause quelconque doivent être déposés, éventuellement après avoir été refermés, dans un lieu désigné par le contrôleur en chef.

§ 3. Les colis dont la vérification est terminée sont laissés à la disposition du déclarant à l'endroit où celle-ci a eu lieu; le déclarant est tenu de les enlever dès que possible et en tout cas au plus tard le deuxième jour ouvrable suivant la date de la clôture de la vérification.

§ 4. Dans le cas où le déclarant ne se conformerait pas aux prescriptions du § 3, une amende peut lui être infligée conformément aux dispositions de l'article 42 du présent règlement. Les marchandises seront alors à ses frais et à ses risques, enlevées et transférées dans un endroit désigné par le contrôleur en chef. Elles restent soumises au droit de magasin jusqu'au jour de leur enlèvement.

§ 5. Les dispositions des §§ 3 et 4 ci-dessus sont applicables *mutatis mutandis* aux débris et déchets provenant des marchandises vérifiées ou des emballages.

§ 6. Lorsque la vérification est terminée ainsi que dans le cas visé au § 4 ci-dessus, la responsabilité de la douane est déchargée du chef de vol, de soustraction ou de tous autres dommages quelconques.

VII. — *Levée des échantillons*

Art. 31. La levée d'échantillons doit être demandée par écrit au contrôleur en chef. La demande doit être signée ou contresignée par l'entrepositaire.

Les échantillons pour lesquels des droits sont dus, ne peuvent être enlevés avant que ces droits ne soient pris en compte ou payés conformément à la réglementation douanière en la matière.

VIII. — *Manipulation des marchandises en entrepôt public*

Art. 32. Les marchandises déposées sous le régime de l'entrepôt public peuvent faire l'objet d'un changement d'emballage, d'un triage ou d'un assortiment; elles peuvent également subir les manipulations usuelles dont question à l'article 8, § 1^{er} de l'arrêté royal. Une énumération de ces manipulations est reprise à l'annexe au présent règlement.

Art. 33. Conformément à l'article 8, § 2 de l'arrêté royal, l'entrepositaire doit disposer d'une autorisation générale ou particulière du contrôleur en chef avant d'effectuer les manipulations usuelles. Il doit avertir le magasinier avant de commencer toute manipulation.

Art. 34. Le contrôleur en chef peut exiger que les manipulations aient lieu en un endroit désigné par lui.

Art. 35. Lors d'un changement d'emballage, les marques portées sur les emballages primitifs doivent être reportées avec exactitude sur les nouveaux emballages.

Art. 36. Les emballages hors d'usage doivent immédiatement être enlevés; sinon ils sont soumis à un droit de magasin.

IX. *Etalage et vente de marchandises par des particuliers*

Art. 37. Des particuliers ne peuvent procéder à une vente publique dans l'entrepôt public. Ils ne peuvent davantage y exposer des marchandises en vue de la vente.

X. *Locaux réservés*

Art. 38. Dans l'entrepôt public des locaux peuvent être mis à la disposition des entrepositaires pour leurs besoins exclusifs. Ces locaux dénommés « Locaux réservés » sont attribués par la société après consultation du receveur. Chaque acte d'attribution, conclu entre la société et un entrepositaire, fixe la durée pour laquelle le local est mis à la disposition de ce dernier et les conditions auxquelles elle est subordonnée.

Art. 39. Le receveur peut prescrire que les locaux réservés soient fermés à deux clefs, dont l'une est conservée par l'entrepositaire et l'autre par la douane.

Art. 40. L'entrepositaire qui cède à un tiers la totalité de ses marchandises entreposées, ne peut lui céder simultanément son local réservé qu'avec l'autorisation préalable de la société laquelle consulte le receveur.

Art. 41. Les dispositions du présent règlement sont applicables aux locaux réservés, compte tenu des facilités que la douane est autorisée à accorder en vertu de la réglementation générale.

XI. *Dispositions pénales*

Art. 42. Toute contravention aux mesures d'ordre ou de police du présent règlement est punie, conformément à l'article 55, § 1^{er}, de la loi d'une amende de cinq cents francs à quatre mille francs.

Annexe

Manipulations usuelles
(voir art. 32 du règlement spécial)

Liste des manipulations usuelles autorisées en entrepôt

1. Examen, inventaire et échantillonnage.
2. Réparation à la suite d'avaries survenues au cours du transport ou du stockage, pour autant qu'il s'agisse d'opérations élémentaires.
3. Nettoyage.
4. Elimination de parties avariées.
5. Triage, tamisage, vannage, clarification mécanique, filtrage, dépotage, soutirage ou tout autre traitement simple similaire.
6. Apposition sur les marchandises elles-mêmes ou sur leurs emballages de marques, de cachets, d'étiquettes ou d'autres signes distinctifs similaires, à condition que cette apposition ne soit pas susceptible de conférer aux marchandises une origine apparente différente de leur origine réelle.
7. Modification des marques et numéros des colis à condition que cette modification ne soit pas susceptible de conférer aux marchandises une origine apparente différente de leur origine réelle.
8. Emballage, déballage, changement d'emballage, réparation d'emballage, transvasement ou reconditionnement simple dans d'autres récipients.
9. Fixation des marchandises sur support pour leur conditionnement ou pour leur présentation.
10. Opérations simples d'assortiments et de classement.
11. Examen, essai et mise en état de marche de machines, appareils et véhicules, pour autant qu'il s'agisse d'opérations simples.
12. Mélange de marchandises autres que liqueurs, eaux-de-vie, vins et spiritueux, pour autant qu'il s'agisse d'opérations simples.
13. Mélange de liqueurs entre elles.
14. Mélange d'eaux-de-vie entre elles.
15. Coupage de vins et autres pratiques œnologiques courantes.
16. Dilution des spiritueux avec de l'eau en vue d'une réduction de leur titre alcoométrique.

17. Desselage, nettoyage et crouponnage de peaux.

18. Cassage de légumes secs.

19. Division de marchandises, pour autant qu'il s'agisse d'opérations simples.

20. Toutes manipulations destinées à assurer la conservation en l'état des marchandises pendant leur stockage, telles que aération, séchage, même au moyen de chaleur artificielle, réfrigération et congélation, addition de moyens de conservation, fumigation et soufrage (traitement antiparasitaire), graissage, peinture anti-rouille, application d'une couche protectrice pour le transport.

2. La présente délibération entrera en vigueur après approbation par la société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles et par le Ministre des Finances.»

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 8 janvier 1990.

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Bijlage bij het ministerieel besluit van 8 januari 1990

Tijdens haar vergadering van 8 november 1989, heeft de bestuurscommissie van het openbaar entrepot te Brussel de volgende beslissing getroffen:

« 1. Het bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Brussel wordt vastgesteld als volgt:
Bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Brussel.

I. Algemeen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

1° Algemene wet: algemene wet inzake douane en accijnzen van 18 juli 1977.

2° Wet: de wet van 20 februari 1978 betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag.

3° Koninklijk besluit: het koninklijk besluit van 29 januari 1979 betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag.

4° Ministerieel besluit: het ministerieel besluit van 5 februari 1979 betreffende de douane-entrepots.

5° Vennootschap: de N.V. Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel.

6° Gewestelijk directeur: de directeur van de gewestelijke directie der douane en accijnzen te Brussel.

7° Hoofdcontroleur: de hoofdcontroleur der douane onder wie, overeenkomstig de interne organisatie van de douanediens van Brussel, het openbaar entrepot of de onderscheiden hulpinrichtingen ressorteren.

8° Kantoor:

— het douanekantoor Brussel 1D, Picardstraat 1-3, te 1210 Brussel, voor de bepalingen van het reglement die betrekking hebben op het openbaar entrepot of op de hulpinrichtingen welke, overeenkomstig de akten van aanneming, onder dit kantoor ressorteren;

— het douanekantoor Brussel 2D, Stapelhuisstraat 11, te 1020 Brussel, voor de bepalingen van het reglement die betrekking hebben op de hulpinrichtingen welke, overeenkomstig de akten van aanneming, onder dat kantoor ressorteren;

9° Ontvanger: de inspecteur-beheerder van het kantoor Brussel 1D of de ontvanger van het kantoor Brussel 2D.

10° Magazijnier: de ambtenaar die in uitvoering van artikel 18 van het koninklijk besluit, aangewezen is voor het toezicht op de lossing, de plaatsing en de manipulatie van de goederen, enz.

11° Openbaar entrepot: behoudens andersluidende specifieke bepalingen van dit reglement, alle lokalen en emplacements van de onder artikel 2, § 2, vermelde gebouwen en aanhorigheden, ongeacht het douanestelsel waaronder er goederen mogen worden opgeslagen.

12° Hulpinrichtingen: de door de N.V. Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel verstrekte lokalen die door de gewestelijke directeur zijn aangenomen als hulpinrichting van het openbaar entrepot, overeenkomstig de bepalingen van artikel 10, § 2, van de wet vermeld sub 2°.

Art. 2. § 1. Dit bijzonder reglement van openbaar entrepot, opgesteld overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit, inzonderheid van artikel 7, §§ 1 en 2, is van toepassing op het hierna onder § 2 nader omschreven openbaar entrepot.

Het is eveneens, *mutatis mutandis*, van toepassing op de hulpinrichtingen, behoudens andersluidende bepalingen opgenomen in de akten van aanneming met betrekking tot die hulpinrichtingen.

§ 2. Het openbaar entrepot bestaat uit de kelders, de magazijnen en de andere lokalen, de laad- en losplaatsen alsmede de belendende koeren en andere aanhorigheden die, overeenkomstig artikel 29 van de wet, door de vennootschap zijn verstrekt en door de gewestelijke directeur zijn aangenomen, te weten:

a) het entropotcomplex gelegen Picardstraat 1-3, 1210 Brussel en omvattende het gebouw A en het magazijn V;

b) het bijzonder magazijn in het goederenstation Thurn en Taxis, Picardstraat 11, 1210 Brussel.

§ 3. Hulpinrichtingen zijn gevestigd in de hierna vermelde gebouwen van de vennootschap:

a) gebouwen C, D en E van het TIR-complex;

b) gebouwen G, H en I aan het Vergotedok;

c) gebouw J in de Voorhaven.

Hulpinrichtingen kunnen ook worden aangenomen in andere dan in voormelde gebouwen.

§ 4. De bevoegdheden van de kantoren Brussel 1D en Brussel 2D met betrekking tot de douaneverrichtingen in het openbaar entrepot en in de hulpinrichtingen zijn geregeld bij het ministerieel besluit van 20 maart 1978 betreffende de attributen van de douanekantoren, rekening gehouden met de wijzigingen aangebracht bij latere besluiten.

II. Openingsuren

Art. 3. De dagen en uren van openstelling van het openbaar entrepot stemmen overeen met de dagen en uren van openstelling van het kantoor Brussel 1D, zoals die zijn vermeld in kolom 2 van het ministerieel besluit van 13 september 1982 betreffende de dagen en uren van openstelling van de kantoren en de hulpkantoren der douane of der accijnzen.

III. Politie maatregelen en huishoudelijk reglement

Art. 4. § 1. De bewaking van het openbaar entrepot wordt uitgeoefend door de douane overeenkomstig de artikelen 4 en 19 van de wet en artikel 6 van het ministerieel besluit.

§ 2. De bewaking en het toezicht op goederen of op enigerlei opslag, die door de administratie der douane en accijnzen in het openbaar entrepot worden uitgeoefend buiten de magazijnen waarvan zij de sluiting verzekert, geschieden uitsluitend in het belang van de heffing van de rechten en zonder dat die Administratie uit dien hoofde enige verantwoordelijkheid op zich neemt voor diefstal, bedriegelijke wegneming of beschadiging.

Art. 5. § 1. Het is niet toegelaten het openbaar entrepot binnen te gaan of te verlaten anders dan langs de daartoe aangeduide in- of uitgangen.

Buiten de dagen en uren vastgesteld in artikel 3 mag niemand toegang hebben tot het openbaar entrepot of er verblijven, behoudens schriftelijke machtiging van de hoofdcontroleur.

§ 2. De toegang tot het openbaar entrepot mag door de douane worden geweigerd aan al wie er niet is ontboden of wiens aanwezigheid er niet is vereist.

Bovendien mag de gewestelijke directeur de toegang ontzeggen aan de personen die veroordeeld werden in strafzaken die het openbaar entrepot of de douanewetgeving betreffen.

Art. 6. De aan het openbaar entrepot verbonden los- en laadplaatsen mogen alleen worden gebruikt voor goederen waarvoor bij de plaatselijke douane nog formaliteiten zijn te vervullen. De goederen mogen er maar verblijven gedurende de tijd die nodig is voor het afhandelen van die formaliteiten, waarna ze zo spoedig mogelijk moeten worden weggenomen samen met het afval van de behandelde goederen of van de verpakking, het opvuulsel, stutten, enz.

In geen geval kan de douane aansprakelijk worden gesteld voor goederen die op de los- of laadplaatsen staan.

Art. 7. De ambtenaren van de douane mogen alle maatregelen treffen die zij, volgens de richtlijnen van de hoofdcontroleur, nuttig achten in verband met het lossen, laden, verplaatsen of wegnemen van goederen op de los- en laadplaatsen van het openbaar entrepot.

Art. 8. § 1. De arbeiders die door de vennootschap of door de handel permanent in het openbaar entrepot worden tewerkgesteld moeten, overeenkomstig artikel 15 van de algemene wet, vooraf erkend zijn door de gewestelijke directeur die de aanvraag tot erkenning kan afwijzen. Die erkenning kan afhankelijk worden gesteld van het overleggen van een getuigschrift van goed zedelijk gedrag.

De gewestelijke directeur kan de erkenning te allen tijde intrekken.

§ 2. De werkgever of zijn gevolmachtigde moet aan de hoofdcontroleur een verklaring overhandigen waarin hij zich aansprakelijk stelt voor de daden en de misdrijven die zijn arbeiders in het openbaar entrepot zouden kunnen plegen. Bovendien moet hij elke dag een door hem ondertekende lijst met naam en woonplaats van de arbeiders aan de hoofdcontroleur geven, tenzij hij meestal dezelfde personen tewerk stelt, in welk geval het volstaat dat hij aan zijn verklaring toevoegt dat ze geldig is tot wederopzeggens toe.

§ 3. De hoofdcontroleur mag voorschrijven dat de arbeiders tijdens hun verblijf in het openbaar entrepot op een goed zichtbare wijze een kenteken van hun werkgever moeten dragen.

Art. 9. Tien minuten vóór sluitingstijd wordt met een geluidssignaal aangegeven dat de magazijnen worden gesloten. Iedereen moet dan het openbaar entrepot verlaten.

Art. 10. Indien de douane het nodig acht, mag zij alle in het openbaar entrepot tewerk gestelde personen visiteren bij de ingangen en de uitgangen of tijdens de werkzaamheden in het entrepot.

Art. 11. Het is verboden te roken of vuur te maken in het openbaar entrepot.

Art. 12. Iedere wijziging aan de uitrusting van de lokalen op gebied van elektriciteit, verwarming of waterdistributie vergt een voorafgaande en schriftelijke machtiging van de vennootschap.

Het gebruik van elektrische of andere toestellen in de lokalen is onderworpen aan een gelijkaardige machtiging; verwarmingsapparaten met open vlam zijn verboden.

Art. 13. § 1. Op de erven van de gebouwen bedoeld in artikel 2, §§ 2, letter a, en 3, geldt een snelheidsbeperking van 10 km per uur voor alle motorvoertuigen.

§ 2. Iedere voetganger, fietser, motorrijder of bestuurder van een voertuig moet er de regels in acht nemen die voor de openbare weg zijn voorgeschreven door de koninklijke besluiten houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en door de koninklijke besluiten betreffende de signalisatie van overwegen en gelijkgrondse kruisingen van de openbare weg door spoorwegen en het verkeer op de spoorwegen en aanhorigheden.

§ 3. Het is verboden er brandstoftanks of oliecarters van motorvoertuigen te ledigen of bij te vullen.

§ 4. De voertuigen mogen er niet langer verblijven dan :

a) de tijd die nodig is om goederen te lossen of te laden wanneer het voertuigen betreft waarmede goederen worden aan- of afgevoerd;

b) de tijd die de gebruikers van andere voertuigen nodig hebben om bij de plaatselijke diensten formaliteiten te vervullen.

De hoofdcontroleur kan, in overleg met de vennootschap de plaatsen bepalen waar deze voertuigen moeten worden geparkeerd.

§ 5. Binnen de perken die met de vennootschap zijn overeengekomen, mag de douane toelaten dat motorvoertuigen er stationeren om andere redenen dan degene die in § 4 zijn genoemd.

§ 6. De voertuigen die voor uitvoer bestemde goederen vervoeren, moeten zich met het oog op het onderzoek aanbieden op de door de douane aangewezen plaats.

Art. 14. § 1. Zelfbewegende hanteer-, hef-, hijs-, laad- en lostoestellen, ongeacht de wijze waarop ze voortbewegen, mogen niet in het openbaar entrepot worden binnengebracht om er te worden gebruikt, tenzij aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1° de hoofdcontroleur moet in het bezit zijn gesteld van een attest waarin de vennootschap :

a) de toestemming geeft de in het attest omstandig omschreven toestellen (soort, merk, serienummer, enz.) in het openbaar entrepot te gebruiken;

b) de Belgische Staat ontslaat van alle verantwoordelijkheid tegenover derden en ook tegenover de vennootschap, uit hoofde van de aanwezigheid of het gebruik van die toestellen in het openbaar entrepot;

2° het attest moet ieder jaar worden vernieuwd;

3° de hoofdcontroleur en de vennootschap beslissen in gemeen overleg of de toestellen ook buiten de openingstijden in het openbaar entrepot mogen blijven en, zo ja, waar ze dan moeten worden opgesteld.

§ 2. De vennootschap bepaalt eigenmachtig onder welke voorwaarden zij het binnenbrengen van die toestellen in het openbaar entrepot toelaat.

Art. 15. Het fiat van de hoofdcontroleur is vereist om lege vaten of andere verpakkingsmiddelen in het openbaar entrepot binnen te mogen brengen, om er colli's te herstellen, goederen te herverpakken of andere gelijkaardige bewerkingen te verrichten. Dat fiat wordt maar gegeven op schriftelijke aanvragen, behalve voor de herstelling van fusten in de kelders.

Art. 16. Er mag geen water worden binnengebracht in het openbaar entrepot.

IV. Magazijnrechten

Art. 17. De inning van de magazijnrechten geschiedt overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 27 tot en met 38 van het koninklijk besluit en van de artikelen 18 tot en met 23 van dit reglement.

Art. 18. Het tarief van de magazijnrechten is vastgesteld als volgt :

1° Goederen herkomstig uit derde landen ten opzichte van de EEG welke toekomen ter bestemming van het bijzonder magazijn behorende tot het openbaar entrepot of tot een hulpinrichting (1) :

a) wanneer geheel of gedeeltelijk in de lokalen wordt gelost	kleine zendingen die als zodanig vrijstelling van rechten en BTW genieten	vrijstelling	voor de tijd gedurende welke de opslag in het bijzonder magazijn geoorloofd is
	andere zendingen :		
	per 100 kg brutogewicht	8 F	
	minimum per colli	8 F	
b) wanneer geheel of gedeeltelijk op de loskade of op de binnenplaats wordt gelost	per 100 kg brutogewicht	5 F	
	per 1 000 kg brutogewicht	18 F, zonder dat het recht per wagon, vrachtwagen, aanhangwagen of oplegger 180 F mag te boven gaan	
c) wanneer, met toelating van de douane, niet wordt gelost	minimum per wagon, vrachtwagen, aanhangwagen of oplegger	81 F	

2° Goederen herkomstig uit het vrije verkeer in de Lid-Staten van de EEG welke toekomen ter bestemming van het bijzonder magazijn behorende tot het openbaar entrepot of tot een hulpinrichting (1) :

— de duur van opslag van de goederen overschrijdt geen drie werkdagen (zaterdag, zondag en wettelijke feestdagen niet inbegrepen) : vrijstelling;

— de duur van opslag van de goederen overschrijdt drie werkdagen :

a) wanneer geheel of gedeeltelijk in de lokalen wordt gelost	kleine zendingen die als zodanig vrijstelling van rechten en BTW genieten	vrijstelling	voor de tijd gedurende welke de opslag in het bijzonder magazijn geoorloofd is
	andere zendingen :		
	per 100 kg brutogewicht	8 F	
	minimum per colli	8 F	
b) wanneer geheel of gedeeltelijk op de loskade of op de binnenplaats wordt gelost	per 100 kg brutogewicht	5 F	
	per 1 000 kg brutogewicht	18 F, zonder dat het recht per wagon, vrachtwagen, aanhangwagen of oplegger 180 F mag te boven gaan	
c) wanneer, met toelating van de douane, niet wordt gelost	minimum per wagon, vrachtwagen, aanhangwagen of oplegger	81 F	

(1) Behoudens andersluidende bepaling in de akte van aanneming van de hulpinrichting.

3° Goederen opgeslagen onder het stelsel van openbaar entrepot:
 a) wanneer de goederen worden opgeslagen in een voorbehouden lokaal van het openbaar entrepot of van een hulpinrichting (1):

1. In gebouw A of in gebouw J	
— kelders : per m ² en per maand	29 F
— gelijkvloers : per m ² en per maand	42 F
— verdiepingen : per m ² en per maand	38 F
2. In gebouw C	
— gelijkvloers en tweede verdieping : per m ² en per maand	44 F
— andere verdiepingen : per m ² en per maand	43 F
3. In de gebouwen D, E, G, H en I	
— gelijkvloers : per m ² en per maand	44 F
— verdiepingen : per m ² en per maand	43 F
4. Elders : per m ² en per maand	42 F

Deze magazijnrechten voor de voorbehouden lokalen zullen jaarlijks op 1 januari worden aangepast op basis van de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijsen zonder het maximum van 56 F per m² en per maand te mogen overtreffen. Die aanpassing zal geschieden overeenkomstig de formule $\frac{X \cdot X' \cdot Y}{Z}$, waarbij X gelijk is aan hoger vermeld basistarief, Y gelijk is aan het indexcijfer van de consumptieprijsen van de maand december die de aanpassing voorafgaat en Z gelijk is aan het indexcijfer van de consumptieprijsen van de maand oktober 1985.

b) wanneer de goederen worden opgeslagen elders dan in een voorbehouden lokaal :

Omschrijving van de goederen	Eenheid	Heffingsvoet van het recht per maand
Ruwe suiker, kristalsuiker en geraffineerde suiker	100 kg brutogewicht	2,40 F
Wijn, alcohol, brandewijn en likeuren in recipiënten inhoudende meer dan 2 liter	100 kg brutogewicht	11,55 F
Niet gefabriceerde tabak	100 kg brutogewicht	11,55 F
Tractors van alle soorten, automobielen voor personen- of goederenvervoer, chassis voor automobielen, onverpakt ingevoerd	per stuk	844 F
Goederen (andere dan tractors, automobielen voor personen- of goederenvervoer, chassis voor automobielen, onverpakt ingevoerd), die wegens hun omvang of hun aanzienlijk gewicht worden opgeslagen in de open lucht	100 kg brutogewicht	13,50 F
Overige goederen, opgeslagen :		
— in gebouw A of in een hulpinrichting van gebouw J	100 kg brutogewicht	19 F
— in een hulpinrichting van de gebouwen C, D, E, G, H of I	100 kg brutogewicht	22 F
— elders	100 kg brutogewicht	19 F

Art. 19. Het magazijnrecht bepaald in artikel 18, 1°, letters a en b, en 2°, letters a en b, van dit reglement ten aanzien van goederen die in het bijzonder magazijn zijn gelost, blijft ook verschuldigd wanneer die goederen op grond van artikel 94 van de algemene wet naar een magazijn als bedoeld in Hoofdstuk XII van de algemene wet moeten worden overgebracht omdat zij niet binnen de wettelijk gestelde termijn nader zijn aangegeven voor een geoorloofde bestemming. Vanaf de datum dat die goederen onder de bepalingen van Hoofdstuk XII van de algemene wet vallen, zijn ze onderworpen aan het magazijnrecht bepaald in artikel 18, 3°, letter b, van dit reglement.

Art. 20. § 1. Het magazijnrecht bepaald in artikel 18, 1° en 2°, is eveneens toepasselijk op :

1° de goederen aangegeven voor het openbaar entrepot en waarvoor bij hun aankomst vrijstelling van opslag is verleend door de hoofdcontroleur;

2° de ingevoerde goederen welke in het openbaar entrepot worden vertoond met het oog op het afzien van de doorvoer.

§ 2. Voor de goederen toegekomen in het bijzonder magazijn gevestigd in het goederenstation Thurn en Taxis, Picardstraat 11, 1210 Brussel, kan de vennootschap afzien van de inning van magazijnrechten.

Art. 21. De modaliteiten voor de inning van het magazijnrecht bepaald in artikel 18, 1° en 2°, worden vastgesteld in overleg tussen de administratie der douane en accijnzen en de vennootschap. Ze worden ter kennis gebracht van het publiek bij wege van een bericht aangeplakt in de douanekantoren Brussel 1D en 2D.

Art. 22. Het minimum magazijnrecht per colli, voorzien in artikel 18, 1°, letter a, en 2°, letter a, van dit reglement, geldt niet voor de hiernavermelde goederen :

1° artikelen van glas, van faïence, van porselein, enz., enkel verpakt in stro, papier of dergelijke;

2° wijn, gedistilleerde dranken, bier of andere vloeistoffen, in onverpakte recipiënten met een inhoudsvermogen van maximum 2,5 liter;

3° alle onverpakte zware goederen zoals bakstenen, plavuizen, platen, staven of buizen van metaal, enz.

Art. 23. Alle stukgoederen die samen verpakt zijn in één container of samengebundeld zijn tot één colli, worden maar voor één eenheid geteld, tenzij ze ter plaatse worden gelost uit de container of worden losgemaakt uit de bundel, in welk geval de vrijgekomen individuele colli's elk afzonderlijk onder de regeling inzake het minimum magazijnrecht vallen.

V. Goederen welke niet in het openbaar entrepot zijn toegelaten

Art. 24. § 1. Mogen niet worden toegelaten in het openbaar entrepot:

- 1° levende dieren;
- 2° kruit en springstoffen;
- 3° goederen die zowel bij invoer als bij doorvoer zijn verboden;
- 4° goederen waarvan de aanwezigheid in entrepot andere goederen kan schaden;
- 5° ontvlambare, radioactieve, oxyderende, verbranding teweegbrengende, bijtende, corroderende en toxische stoffen, alsmede de produkten die uit dergelijke stoffen zijn vervaardigd of dergelijke stoffen bevatten.

§ 2. Door de vennootschap is een niet-limitatieve lijst opgemaakt van de meest voorkomende produkten die onder § 1, 5, zijn bedoeld. Deze lijst en de wijzigingen aan die lijst worden door de vennootschap medegedeeld aan de gewestelijke directeur die ervan kennis geeft aan het betrokken douanepersoneel.

De lijst wordt aangeplakt in de douanekantoren Brussel 1D en 2D.

Art. 25. De goederen toegelaten ter bestemming van het bijzonder magazijn en die er krachtens artikel 24 niet mogen worden opgeslagen, worden gelost op een emplacement of een magazijn daartoe aangewezen door de vennootschap in overleg met de douane.

*VI. Plaatsing en stuwning van de goederen in de magazijnen
Verificatie en wegneming van de goederen*

Art. 26. § 1. De voertuigen die goederen aanvoeren ter bestemming van het openbaar entrepot, moeten met bekwame spoed worden gelost, tenzij de hoofdcontroleur vrijstelling van opslag heeft verleend.

§ 2. Zowel bij het lossen en het stuwen van de colli's in de magazijnen als achteraf bij het wegnemen ervan moet voorzichtig en met zorg worden gehandeld om noch de goederen zelf, noch de gebouwen of het gebruikte materieel van de vennootschap te beschadigen.

In voorkomend geval moet de aangerichte schade door de douane worden vastgesteld. Ze moet worden vergoed door wie er verantwoordelijk voor is.

Art. 27. § 1. In de magazijnen moeten de goederen worden geplaatst en gestuwd volgens de aanwijzingen van de douane.

§ 2. Per vierkante meter mag de vloerbelasting de volgende maxima, uitgedrukt in kg, niet overschrijden:

	Gebouwen							
	A	C	D	E	G	H	I	J
kelders	2.000	—	—	—	—	—	—	—
gelijkvloers	1.000	6.000	6.000	6.000	5.000	6.000	5.000	2.000
1e verdieping	—	2.000	1.500	1.500	—	2.000	—	1.500
2e verdieping	—	2.000	1.500	1.500	—	—	—	1.000
3e verdieping	—	1.500	1.500	1.500	—	—	—	—
4e verdieping	—	—	400	400	—	—	—	—

Art. 28. § 1. Op elke afzonderlijke partij goederen, opgeslagen onder het stelsel van openbaar entrepot, moet de entrepositaris een etiket volgens het door de Minister van Financiën vastgestelde model doen aanbrengen overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 van het koninklijk besluit.

§ 2. Zolang de goederen opgeslagen blijven in hetzelfde magazijn en op naam van dezelfde entrepositaris, worden de etiketten niet veranderd.

Wanneer een partij goederen wordt overgeschreven op een andere entrepotrekening, moeten de etiketten worden vernieuwd door de nieuwe entrepositaris.

Bij de uitslag van de goederen uit het entrepot neemt de douane de etiketten af.

§ 3. De douane mag voorschrijven dat ook op de partijen goederen die onder het stelsel van voorlopige opslag in het bijzonder magazijn worden geplaatst, etiketten moeten worden bevestigd waarvan zij het model en de inhoud bepaalt.

Art. 29. Wanneer de douane het in het belang van haar diensten of om een andere afdoende reden nodig acht dat de plaats of de stuwning van de goederen in de magazijnen wordt veranderd of dat de goederen worden overgebracht naar een ander lokaal, al dan niet in een ander gebouw, dan mag zij die veranderingen desnoods van ambtswege doen uitvoeren, maar alleszins pas nadat de entrepositaris door de hoofdcontroleur is uitgenodigd bij die verrichtingen aanwezig te zijn.

In alle andere gevallen is het verboden de plaats of de stuwning van de goederen enigerwijze te veranderen zonder voorafgaande toelating van de hoofdcontroleur. Deze toelating moet schriftelijk worden gevraagd indien de handeling van aard is de grondslag van het magazijnrecht te wijzigen.

Het verplaatsen van goederen gebeurt op kosten van de vragende partij.

Art. 30. § 1. Alle goederen, ongeacht hun aard, die met éénzelfde douanedocument zijn aangegeven voor uitslag uit het openbaar entrepot, moeten met het oog op hun verificatie worden bijeengezet op een door de douane aangewezen plaats. De hoofdcontroleur mag toelating geven om de verificatie te verrichten in het magazijn waar de goederen zijn opgeslagen, maar in dat geval moeten de colli's worden ontstapeld om de verificatie te vergemakkelijken.

§ 2. De colli's met goederen waarvan de verificatie om een of andere reden wordt onderbroken of uitgesteld, moeten op een door de hoofdcontroleur aangeduid emplacement worden geplaatst, zo nodig na opnieuw te zijn gesloten.

§ 3. Na de afsluiting van de verificatie worden de vrijgegeven colli's ter plaatse van de verificatie ter beschikking gesteld van de aangever die gehouden is ze zo spoedig mogelijk weg te nemen en alleszins vóór het einde van de tweede werkdag volgende op de datum van het afsluiten van de verificatie.

§ 4. Zo de aangever zich niet houdt aan de voorschriften van § 3, kan hij worden beboet overeenkomstig de bepalingen van artikel 42 van dit reglement. De goederen zullen dan op zijn kosten en op zijn risico worden weggenomen en overgebracht naar een daartoe door de hoofdcontroleur aangewezen emplacement. Zij blijven onderworpen aan het magazijnrecht tot op de dag van hun wegneming.

§ 5. De bepalingen van de §§ 3 en 4 hiervoren zijn *mutatis mutandis* ook van toepassing op de resten en het afval voortkomend van de geverifieerde goederen of van de verpakking.

§ 6. De douane kan niet aansprakelijk worden gesteld voor eventuele diefstal, verduistering of enigerlei beschadiging van goederen die vrijgegeven zijn na verificatie, ook niet in het geval bedoeld onder § 4 hiervoren.

VII. Monsterneming

Art. 31. Het nemen van monsters moet schriftelijk worden gevraagd aan de hoofdcontroleur. De aanvraag moet ondertekend of medeondertekend zijn door de entrepositaris.

Monsters waarop rechten verschuldigd zijn, mogen pas worden weggenomen nadat die rechten zijn geboekt of betaald overeenkomstig de douanereglementering ter zake.

VIII. Behandeling van goederen in het openbaar entrepot

Art. 32. Goederen die onder het stelsel van openbaar entrepot zijn opgeslagen, mogen van verpakking worden veranderd, gesorteerd en geassorterd of ook de gebruikelijke behandelingen ondergaan die bedoeld zijn in artikel 8, § 1, van het koninklijk besluit en waarvan een beschrijving is opgenomen in de bijlage bij dit reglement.

Art. 33. Overeenkomstig artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit moet de entrepositaris vooraf een algemene of bijzondere machtiging van de hoofdcontroleur hebben bekomen alvorens hij tot de gebruikelijke behandelingen mag overgaan. Vóór hij de behandelingen aanvangt, moet hij de magazijnier verwittigen.

Art. 34. De hoofdcontroleur mag voorschrijven dat de behandelingen moeten worden verricht op de door hem aangeduide plaats.

Art. 35. Bij verandering van verpakking moeten de oorspronkelijke merken nauwkeurig worden overgeschreven op de nieuwe verpakking.

Art. 36. De buiten gebruik gestelde verpakking moet onmiddellijk worden weggehaald, zoniet wordt ze aan magazijnrechten onderworpen.

IX. Uitstalling en verkoop van goederen door particulieren

Art. 37. Particulieren mogen geen openbare verkoop houden in het openbaar entrepot. Ze mogen er evenmin goederen uitstallen met het oog op verkoop.

X. Voorbehouden lokalen

Art. 38. In het openbaar entrepot kunnen lokalen ter beschikking van entrepositarissen worden gesteld voor hun exclusieve behoeften. Deze lokalen die « Voorbehouden lokalen » worden genoemd, worden toegewezen door de vennootschap, na raadpleging van de ontvanger. Iedere akte van toewijzing, gesloten tussen de vennootschap en een entrepositaris, bepaalt voor welke duur en onder welke voorwaarden het lokaal ter beschikking van laatstgenoemde is gesteld.

Art. 39. De ontvanger mag voorschrijven dat de voorbehouden lokalen worden gesloten met twee sleutels, waarvan de ene door de entrepositaris wordt bewaard en de andere door de douane.

Art. 40. Een entrepositaris die al de op zijn naam geëntreposeerde goederen afstaat aan een derde, mag hem evenwel niet tegelijkertijd zijn voorbehouden lokaal afstaan, tenzij hij vooraf daartoe is gemachtigd door de vennootschap die overleg pleegt met de ontvanger.

Art. 41. De bepalingen van dit reglement zijn toepasselijk op de voorbehouden lokalen, rekening houdend met de faciliteiten die de douane gemachtigd is te verlenen krachtens de algemene reglementering.

XI. Strafbepalingen

Art. 42. Elke overtreding van de orde- en politie maatregelen van dit bijzonder reglement wordt, overeenkomstig artikel 55, § 1, van de wet, gestraft met een geldboete van vijfhonderd tot vierduizend frank.

Bijlage. — Gebruikelijke behandelingen (zie artikel 32 van het bijzonder reglement)

Lijst van de gebruikelijke behandelingen in entrepot.

1. Het controleren, inventariseren en bemonsteren.
2. Het herstellen van schade die tijdens het vervoer of de opslag is ontstaan, voor zover het eenvoudige handelingen betreft.
3. Het schoonmaken.
4. Het verwijderen van beschadigde delen.
5. Het sorteren, zeven, wassen, mechanisch klaren, filtreren, aftappen, overtappen, of elke andere soortgelijke eenvoudige behandeling.
6. Het aanbrengen op de goederen zelf of op de verpakking daarvan, van merken, stempels, etiketten of andere soortgelijke herkenningstekens, op voorwaarde dat deze aanbrenging niet van die aard is dat de goederen daardoor ogenschijnlijk van andere oorsprong zijn dan in werkelijkheid het geval is.
7. Het wijzigen van de merken en de nummers van de colli's, op voorwaarde dat deze wijziging niet van die aard is dat de goederen daardoor ogenschijnlijk van andere oorsprong zijn dan in werkelijkheid het geval is.
8. Het verpakken, ufpakken, ompakken en repareren van verpakkingen en het weer in de vereiste toestand brengen door het eenvoudig overgieten of overbrengen in andere verpakkingen.
9. Het op steunen bevestigen van de goederen met het oog op hun verpakking of presentatie.
10. Het eenvoudig sorteren en rangschikken.

11. Het controleren, beproeven en bedrijfsklaar maken van machines, apparaten en voertuigen voor zover het eenvoudige handelingen betreft.
12. Het door elkaar mengen van andere goederen dan likeuren, brandewijnen, wijnen en sterke dranken, voor zover het eenvoudige handelingen betreft.
13. Het door elkaar mengen van likeuren.
14. Het door elkaar mengen van brandewijnen.
15. Het versnijden van wijn en andere gangbare oenologische praktijken.
16. Het verdunnen met water van sterke dranken ten einde hun alcoholgehalte te verlagen.
17. Het ontzouten, schoonmaken en crouponeren van huiden.
18. Het breken van peulvruchten.
19. Het splitsen van goederen voor zover het eenvoudige behandelingen betreft.
20. Elke behandeling die dient ter verzekering van de bewaring in goede staat van de goederen tijdens hun opslag, zoals het luchten, drogen, ook met behulp van kunstmatige warmte, koelen en bevriezen, toevoegen van conserveringsmiddelen, roken en zwavelen (behandeling tegen parasieten), smeren en anti-roestbehandeling en het aanbrengen van een beschermende laag voor het vervoer.

2. Deze beslissing treedt in werking na goedkeuring door de Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Haveninrichtingen te Brussel en door de Minister van Financiën.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 6 januari 1990.

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE
HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING EN MINIS-
TERIE VAN VERKEERSWEZEN**

N. 90 — 148

Europees Verdrag betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de weg (A.D.R.) en Bijlagen A en B, opgemaakt te Genève op 30 september 1957 (1). — Wijziging van de Bijlagen A en B

Wijziging van de Bijlagen A en B.

Invoeging: 1 januari 1990.

(De tekst van deze wijziging verschijnt in het Belgisch Staatsblad van heden, onder pagina's — 1 — tot — 631 —.)

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 7 oktober 1960, 13 december 1974, 3 juni 1975, 18 september 1975, 26 september 1975, 9 januari 1976, 15 april 1976, 10 november 1976, 25 oktober 1977, 4 maart 1978, 30 september 1978, 1 januari 1980, 21 februari 1980, 26 juni 1980, 20 november 1981, 29 mei 1982, 10 december 1983, 6 november 1985 en 24 juni 1988.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE
EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT
ET MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS**

F. 90 — 148

Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (A.D.R.), et Annexes A et B, faits à Genève le 30 septembre 1957 (1). — Modifications des Annexes A et B

Texte modifiant les Annexes A et B.

Entrée en vigueur: 1er janvier 1990.

(Le texte de ces modifications paraît en annexe au *Moniteur belge* de ce jour, sous les folios — 1 — à — 631 —.)

(1) Voir *Moniteur belge* des 7 octobre 1960, 13 décembre 1974, 3 juin 1975, 18 septembre 1975, 26 septembre 1975, 9 janvier 1976, 15 avril 1976, 10 novembre 1976, 25 octobre 1977, 4 mars 1978, 30 septembre 1978, 1^{er} janvier 1980, 21 février 1980, 26 juin 1980, 20 novembre 1981, 29 mai 1982, 10 décembre 1983, 6 novembre 1985 et 24 juin 1988.

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 90 — 149

18 OKTOBER 1989. — Besluit van de Vlaamse Executieve houdende vaststelling van het tijdelijk kader van T-Interim Vlaanderen van de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding

De Vlaamse Executieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, IX en 13, § 8, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967;

Gelet op het decreet van 20 maart 1984 houdende oprichting van de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling, aangevuld bij het decreet van 20 maart 1984 houdende uitbreiding van de bevoegdheden van de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en gewijzigd door het decreet van 30 mei 1985;